



SciencesPo.

CERI  
CNRS



SciencesPo.

CEE

Compte-rendu de la huitième séance du séminaire CEE-CERI

Les sciences sociales en question :  
controverses épistémologiques et méthodologiques

**Enquêter en période de conflit :  
témoignages et réflexions sur des terrains africains**

20 septembre 2012

Samy Cohen (CERI-Sciences Po) introduit la huitième séance du séminaire. L'enquête de terrain « en période de conflit » confronte les sciences sociales à des difficultés particulières. Dans quelles conditions le chercheur est-il en mesure de s'affranchir des pesanteurs d'une situation de vive tension, voire de danger physique ? Comment peut-il conserver ses distances vis-à-vis des acteurs en conflit et ne pas apparaître comme de parti pris ? L'Afrique offre à cet égard un terrain d'observation privilégié.

Samy Cohen présente les intervenants – Roland Marchal (CERI, Sciences Po/CNRS) qui a codirigé avec Pierre Hassner *Guerres et sociétés. Etats et violence après la guerre froide* (Paris, Karthala, 2003) et Richard Banégas (CERI-Sciences Po), auteur notamment de *Côte d'Ivoire, une guerre de la modernité* aux éditions La Découverte (à paraître) – et les discutantes, Sandrine Perrot (CERI-Sciences Po) qui publiera prochainement chez Karthala *Le processus de reconstruction d'un ordre politique dans l'Ouganda de Yoweri Museveni (1986-2006) : de la réversibilité du chaos* et Marielle Debos (ISP, université Paris-Ouest Nanterre La Défense), auteur de *Le métier des armes au Tchad* (Paris, Karthala, à paraître).

## Roland Marchal

Roland Marchal introduit sa communication en rappelant qu'il étudie les conflits (sociologie des groupes armés, mouvements sociaux, rapports avec les populations) depuis son entrée au CNRS, dans un contexte caractérisé à partir du milieu des années 1980, par trois traits principaux. Premièrement, le débat ou la rivalité entre humanitaire d'urgence et actions de développement, même s'il existe également un décalage entre les directions des premières organisations plus politisées et les membres de celles qui vivent sur le terrain mais n'ont pas toujours le discours politique de leurs dirigeants. Les universitaires, quant à eux, ne sont pas des témoins et, d'une certaine façon ce qu'ils disent est souvent disqualifié car ne correspondant pas à l'immédiateté de l'information (*cf* la date de création de CNN) ou relevant d'un savoir livresque. C'est durant cette période qu'un journalisme de guerre s'est développé. Le travail de Stephen Smith sur la guerre au Libéria en est un des meilleurs exemples. L'ouvrage collectif *Economie des guerres civiles* de Jean-Christophe Rufin (avec François Jean, Hachette, 1996) est tout à fait caractéristique des ambiguïtés et des confusions de cette époque.

Deuxièmement, les années 1990 correspondent à l'émergence du monde des experts issus souvent des organisations non gouvernementales (ONG) comme International Crisis Group (ICG) et beaucoup d'autres. Ce mouvement a été plus lent en France que dans d'autres pays. Un univers particulier a vu le jour, celui des experts de crise, qui ont pour objectif de proposer une « vraie » analyse contrairement aux chercheurs qui font souvent des retours vers l'histoire, mettent en avant la complexité de la situation (ou l'argutie académique) et ne se contentent pas des seuls faits, c'est-à-dire des événements qui ponctuent une crise donnée. Il s'agit d'une déclaration de guerre contre le système universitaire, ou pour le dire en utilisant des termes plus choisis et plus justes, d'un nouveau « régime de vérité » qui s'oppose à un autre, plus ancien et jugé obsolète. Evidemment, cette production dont les analyses sont souvent construites en fonction des conclusions souhaitées (n'oublions pas que l'expertise a une relation spécifique avec les donateurs et qu'ICG a perdu une grande partie de son financement pour avoir publié un rapport sur le Rwanda qui avait déplu à Claire Short) paraît souvent « plate » aux universitaires. Aucune de ces analyses d'experts pourtant n'aura autant pris le sens commun à rebrousse-poil que le livre, *La cause des armes au Mozambique: Anthropologie d'une guerre civile* de Christian Geffray (Karthala, 1990).

Troisièmement, la forme et le but des guerres évoluent. Celles-ci ne visent plus la libération nationale (même si beaucoup pourrait être dit sur cette formulation). Elles produisent moins

d'unanimisme et sont plus discutées et donc plus contestables. Ces changements poussent le chercheur à penser les événements de façon différente et à décrire plus précisément la diversité des acteurs en présence. On pourra se reporter sur cette question essentielle aux textes écrits avec Christine Messiant, notamment dans *Critique internationale*.

Roland Marchal évoque ensuite les principaux terrains « en période de conflit » qu'il a connus et les problèmes méthodologiques auxquels il a été confronté. Partir sur ce type de terrains difficiles, voire dangereux, se prépare. Il n'y a aucun mérite en soi à se rendre sur ces théâtres de guerre. En 1987, l'Erythrée a constitué son premier terrain : une visite guidée, encadrée par les forces armées rebelles assurant la sécurité du chercheur au prix de l'inconfort des nombreuses heures de transport de nuit. Le plus difficile a été de prendre conscience de la vanité du projet : être au cœur des choses mais finalement n'entendre et ne voir que ce qui avait été préalablement autorisé. Beau contre-exemple de l'utilité du terrain...

Marchal précise qu'il n'a pas choisi de faire l'essentiel de sa carrière universitaire sur la Somalie, Il en est devenu spécialiste par des coïncidences successives, initialement d'ailleurs grâce au Centre d'analyse du Quai d'Orsay. La découverte de ce terrain, comme plus tard celle du Mozambique (1994), a été particulièrement enrichissante, tant d'un point de vue scientifique que citoyen. Alors que la description commune des années de guerre civile met (avec de bonnes raisons) l'accent sur la violence et la destruction du tissu social, il faut aussi se souvenir que la Somalie sortait alors d'une longue dictature, retrouvait la liberté de parole et que tout le monde voulait raconter à la fois son histoire et l'Histoire. D'un côté, l'accès au terrain était rendu plus aisé ; de l'autre, l'extrémisme croissant des factions en présence rendait les allers retours d'un camp à l'autre de plus en plus problématiques et dangereux.

Concernant la violence, le chercheur doit comprendre très vite comment les choses se passent. La première caractéristique de la guerre réside dans sa localisation. Dans une ville, les combats ne se déroulent que dans certains quartiers. Mais si le conflit dure, ses formes se modifient. En Somalie, tout particulièrement, à Mogadiscio une violence délinquante, multi-clanique et multiforme, est apparue au milieu des années 1990. Puis, les assassinats ciblés ont cessé d'être exceptionnels et ont rendu les conditions d'enquête très difficiles et, à certains moments, proprement impossibles.

Il existe un troisième type de terrain où le règne de l'arbitraire est plus marqué comme au Soudan, au Tchad, en République centrafricaine (RCA) ou à Djibouti. Nous ne sommes pas dans une zone de conflit mais, pour toute une série de raisons, le « droit est suspendu » (faut-il le rappeler, davantage pour les nationaux que pour les chercheurs étrangers). Il est possible de se faire arrêter de manière arbitraire, d'être emmené dans un lieu inconnu pour des raisons inconnues et, de surcroît, de ne pas être en mesure d'arguer de son identité professionnelle. Les règles, en tout cas, ne sont pas celles d'un Etat de droit même si nos ambassades sont quelquefois très complaisantes à cet égard.

A partir de ces expériences de terrains, Marchal propose plusieurs réflexions méthodologiques. Les terrains « en période de conflit » ne sont pas radicalement différents des autres. Les problèmes théoriques y sont similaires. Ceci étant, ils comportent des risques propres. D'une part, le chercheur doit assurer sa protection physique et intellectuelle. L'enquête demande une logistique particulière. Il s'agit de trouver les bons intermédiaires qui ne sont jamais ou très rarement les ONG. L'enquête n'est jamais une aventure individuelle car il faut penser aux collègues ou aux locaux qui aident le chercheur et seront tenus responsables du déroulement des opérations. D'autre part, l'empathie à l'égard des populations ou des personnes qui assurent la protection du chercheur rend difficile pour celui-ci de tenir une position de neutralité absolue dans un contexte de conflit armé. Un mécanisme psychologique induit par la peur laisse croire au chercheur qu'il est du côté des « bons ». Par ailleurs, ce type de terrain est volatile : il n'est pas toujours évident d'expliquer qu'il faut plusieurs semaines d'enquête pour obtenir ... de mauvais résultats ou que la collecte d'informations demande beaucoup plus de temps que dans un contexte plus pacifié.

Marchal conclut sur le fait qu'il n'a jamais regretté de travailler sur ces terrains qui lui ont énormément appris. Mais le travail de chercheur possède bien d'autres facettes tout aussi passionnantes et estimables.

### **Sandrine Perrot**

Sandrine Perrot conduit des recherches sur l'Ouganda depuis 1995. Le nord du pays est en guerre depuis un quart de siècle et oppose le groupe armé Lord's Resistance Army (LRA) au gouvernement. Ses recherches s'intéressent aux combattants et anciens combattants.

Comme Marchal, Perrot considère qu'il est nécessaire de banaliser ce type de terrains, qui ne doivent pas être considérés comme spécifiques. Elle insiste sur l'humilité qui est une qualité indispensable pour enquêter en « période de conflit ». Perrot confirme la localisation

de la violence expliquée par Marchal dans la précédente intervention. Le chercheur travaille rarement sous les balles. Les attaques de la LRA n'ont lieu que dans certains lieux et à certains moments bien identifiés.

La première difficulté méthodologique réside dans l'omniprésence de l'armée qui influence très directement la recherche conduite. Dans le cas précis de la LRA, le rapport avec le groupe armé était moins complexe qu'avec l'armée qui est partout et toujours présente. L'armée décide ainsi d'ouvrir ou non certaines routes ; le chercheur est dépendant des informations et des autorisations qu'elle veut bien donner ; son objet d'étude est circonscrit par le feu vert de l'armée. Cela explique que certaines zones restent sous-documentées.

L'accès au terrain pose un autre problème de méthode. Perrot précise qu'elle n'utilise pas les véhicules humanitaires ou militaires pour éviter une confusion des genres qui serait dangereuse pour les recherches conduites. Dans un contexte de déplacements de population massifs, les personnes rencontrées produisent parfois des discours ou des réponses qu'elles pensent être celles que souhaitent les enquêteurs dans l'espoir d'obtenir une aide. Ainsi alors qu'il n'existait qu'une poignée de chercheurs à travailler sur la LRA dans les années 1990, un petit groupe d'acteurs considérés comme des experts locaux et des interlocuteurs privilégiés a vu le jour dans les années 2000. Au final les premières recherches effectuées sur la LRA avaient un champ restreint, elles s'intéressaient souvent aux mêmes personnes : des urbains, parlant anglais, éduqués, etc. La situation du pays (par exemple les nombreux couvre-feux) limite l'accès aux milieux ruraux plus défavorisés. Un dilemme moral se pose également aux chercheurs quand certaines des personnes qu'ils rencontrent sont elles-mêmes victimes et leur assignent un rôle de porte-parole.

Enfin, le business lié à l'assistanat de recherche constitue un autre problème méthodologique rencontré par le chercheur, qui dispose d'un accès limité aux personnes capables d'être comprises par les locaux, ce qui a parfois pour conséquence de produire une homogénéisation de la problématique présentée dans les différents rapports écrits par les experts de la LRA.

### **Gnangadjomon Kone, enseignant à l'université de Bouaké (Côte d'Ivoire)**

Samy Cohen donne la parole à Gnangadjomon Kone enseignant-chercheur de l'université de Bouaké en Côte d'Ivoire qui a également été confronté aux problèmes qui peuvent advenir dans une enquête en période de conflit, en travaillant sur les « Jeunes patriotes ». Cet enseignant-chercheur a cherché à transformer les contraintes du contexte conflictuel en opportunités scientifiques. Il s'intéresse dans le cadre de sa recherche à deux catégories d'acteurs : d'une part, les jeunes civils qui se mobilisent dans des espaces urbains, publics et ouverts, des « agoras », un « parlement » – celui qui rassemble le plus de personnes est

qualifié de « Sorbonne » – ; d'autre part, les milices armées des zones rurales. Son objectif est de comprendre les raisons de l'engagement de ces jeunes dans la violence.

Cette situation d'enquête comporte plusieurs défis. Il s'agit d'abord de se faire accepter dans le mouvement des Jeunes patriotes, en se présentant comme une personne qui va, par ses recherches, valoriser leur action. La participation à la vie et au fonctionnement de ces espaces de discussion est importante mais insuffisante. Le chercheur s'arrange pour être en contact avec les leaders du mouvement et surtout pour être vu par les jeunes combattants en conversation avec les leaders. Cette intégration dans le groupe lui permet de gagner une légitimité. Après plusieurs mois de participation à ces échanges, il est présenté à la « Sorbonne » devant toute l'assistance des jeunes militants, ce qui lui offre alors un accès privilégié à son terrain.

### **Richard Banégas**

Dans la continuité des précédentes interventions, Richard Banégas indique qu'il est assez mal à l'aise avec cet exercice qui ne s'assimile pas à des histoires d'« anciens combattants ». Il affirme qu'il n'y a aucun héroïsme à travailler sur des situations de violence et ne revendique pas spécifiquement une réflexivité méthodologique, considérant ses recherches comme le résultat d'un bricolage méthodologique. Banégas fait état de ses recherches sur la violence diffuse en Côte d'Ivoire qu'il qualifie de « milicialisation de la rue ». Il décrit un « Etat-milicien » dont les violences sont parfois indirectes mais qui laisse planer un climat de tension politique. Les règles sont souvent suspendues. Et il est difficile d'anticiper les interactions humaines. La Côte d'Ivoire est un pays « sous bâche ».

Banégas a commencé à travailler sur les processus de démocratisation en Afrique et les situations de conflit ne sont pas sa préoccupation scientifique initiale. Son cheminement personnel s'est construit au gré des circonstances et des contingences. Le fait de ne pas disposer de financements pour conduire sa recherche doctorale l'a poussé à accepter de travailler comme expert auprès de plusieurs administrations (Agence française du développement, Délégation aux affaires stratégiques, ministère des Affaires étrangères). En parallèle, il rédige plusieurs articles sur différentes situations de conflits pour la revue *Politique africaine*.

Ses convictions se sont progressivement transformées en hypothèses. Le développement de la violence en Afrique est moins l'échec de l'Etat importé que l'indice paradoxal d'une modernité en gestation. Cette violence peut être porteuse de nouvelles formes de gouvernement. Elle peut s'analyser avec les méthodes classiques de sciences sociales. La principale différence avec les enquêtes ordinaires est que les enquêtes sur ces terrains difficiles sont onéreuses.

Concernant la question du rapport au terrain et à ses différents protagonistes (est-il nécessaire d'être *embedded* ?), Banégas préfère comme ses collègues conserver son autonomie. Lors d'un déplacement en voiture de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), il note qu'une plaque diplomatique permet de passer plus facilement les barrages mais que circuler dans un tel véhicule peut aussi s'avérer risqué quand la destination finale est un quartier dangereux.

Banégas a également soulevé la difficulté d'accéder à des dirigeants politiques en période de conflits et la naïveté du chercheur qui peut le mener à poser des questions hors de propos, comme d'interroger son interlocuteur sur les souvenirs qu'il garde des violences, conduisant ce dernier à ouvrir une pièce adjacente d'où émane une odeur infâme provenant de centaines d'ossements.

D'autres difficultés de l'enquête en période de conflit sont évoquées : ainsi, il faut se méfier des rivalités factionnelles qui peuvent mettre la sécurité du chercheur en danger ; il faut éviter par exemple de se faire démasquer par les rebelles de Casamance au Sénégal dans le cadre d'une mission d'expertise pour le ministère de la défense (DAS) et d'être contraint de porter le message que lesdits rebelles souhaitent faire passer aux autorités françaises; il faut veiller à ne pas créer involontairement un décalage pouvant être préjudiciable – si ce n'est au chercheur, du moins aux recherches qu'il conduit – entre l'attente des personnes interrogées et la réalité.

## **Marielle Debos**

Marielle Debos présente les questionnements méthodologiques liés à ses recherches portant sur les hommes en armes au Tchad. Travailler sur la violence implique d'abord de la définir. De quelles violences est-il question ? Qu'est-ce qu'un terrain « violent » ? Marielle Debos a travaillé sur l'entre-guerre, c'est-à-dire sur les moments et les espaces marqués par des logiques de guerre où il n'y a cependant pas d'affrontements armés entre les forces gouvernementales et rebelles. La violence n'est en effet pas uniquement celle de la guerre, elle apparaît aussi dans les expériences des combattants et des civils dans l'entre-guerre. Dans le contexte tchadien, le recours aux armes est routinisé et il est devenu un métier. La vie des civils est marquée par la violence, y compris hors des temps de guerre. Les civils craignent d'ailleurs moins les attaques des rebelles (peu fréquentes) que les pratiques, parfois violentes, des militaires et des éléments des autres corps habillés (police, gendarmerie, douane...) que l'impunité qui leur est octroyée rend possible.

Debos indique qu'il est indispensable d'avoir un regard réflexif sur ses propres pratiques d'enquête et de s'intéresser à la façon dont les chercheurs sont perçus par les acteurs. En

tant que chercheuse étrangère et blanche, elle appartient à un genre intermédiaire. Elle n'est pas considérée de la même manière que les femmes tchadiennes. Elle est par exemple invitée à manger dans le même plat que les hommes.

Par ailleurs, Debos note que même dans les Etats considérés à tort comme « faillis », il existe un certain nombre de lois et de procédures administratives à respecter. Par exemple, pour aller dans l'est du Tchad, il faut obtenir, en plus d'un ordre de mission, une autorisation du ministère de l'Intérieur. Cette démarche administrative n'est pas qu'une formalité, elle demande beaucoup de temps et d'efforts.

Enfin, la question des contraintes que font peser les institutions académiques sur les chercheurs est discutée. Aux Etats-Unis, les codes de conduite, en imposant certaines règles voire protocoles stricts, rendent plus difficiles les enquêtes de terrain en sciences sociales. En France, on a pu observer un renforcement du contrôle sur les chercheurs. Il est de plus en plus difficile d'obtenir l'autorisation de se rendre sur certains terrains. La politique qui consiste à éviter les risques pose problème dans la mesure où certaines zones risquent d'être sous-étudiées par la recherche académique.

La discussion se poursuit avec la salle autour des contraintes diplomatiques qui conditionnent l'entrée dans les pays africains en guerre, des moyens d'accéder à ces terrains d'enquête difficiles sans passer par les ONG, de la manière d'exploiter les entretiens, etc. Samy Cohen rappelle que la prochaine séance du séminaire aura lieu le 12 novembre sur le thème « Comment les campagnes électorales influencent-elles les électeurs, et comment le mesurer ? ».